

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1998-1999

30 MARS 1999

Projet de loi modifiant le Code d'instruction criminelle et l'article 27 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive en vue de rationaliser la procédure devant la cour d'assises

Procédure d'évocation

**NOTE DU PROFESSEUR VANDEPLAS
RELATIVE
AUX AMENDEMENTS n^{os} 1 À 10**

1. Amendement n^o 1 de M. Boutmans concernant l'article 20

M. Boutmans propose que tant les assesseurs que les jurés, le ministère public, l'accusé et la partie civile puissent poser directement des questions, mais qu'ils doivent demander la parole au président.

Réponse : L'objectif de la commission de la Justice était de traiter toutes les parties sur un pied d'égalité, y compris le ministère public.

Le texte qui a été voté est un compromis. L'alternative proposée était que, soit personne ne pose directement des questions (sauf, naturellement, le président, ses assesseurs et les jurés), soit tout le monde pose ses questions directement, mais dans ce

Voir:

Documents du Sénat:

1-1267 - 1998/1999:

N^o 1: Projet transmis par la Chambre des représentants.

N^{os} 2 et 3: Amendements.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1998-1999

30 MAART 1999

Wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek van strafvordering en van artikel 27 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis teneinde de rechtspleging voor het hof van assisen te stroomlijnen

Evocatieprocedure

**NOTA VAN PROFESSOR VANDEPLAS
BETREFFENDE
DE AMENDEMENTEN NRS. 1 TOT 10**

1. Amendement nr. 1 van de heer Boutmans betreffende artikel 20

De heer Boutmans stelt voor dat zowel de assessoren als de gezworenen, het openbaar ministerie als de beschuldigde en de burgerlijke partij rechtstreeks vragen mogen stellen, maar dat ze aan de voorzitter het woord moeten vragen.

Antwoord: Het lag in de bedoeling van de commissie voor de Justitie om alle partijen en ook het openbaar ministerie op gelijke voet te behandelen.

De tekst die is goedgekeurd, is een compromis. Voorgesteld was: ofwel stelt niemand rechtstreeks vragen (behalve natuurlijk de voorzitter, zijn assessoren en de gezworenen), ofwel stelt eenieder zijn vragen rechtstreeks, maar dan moet aan de voorzitter

Zie:

Gedr. St. van de Senaat:

1-1267 - 1998/1999:

Nr. 1: Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nrs. 2 en 3: Amendementen.

cas, il faut donner au président le droit d'interdire, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, que certaines questions soient posées ou, du moins, soient posées dans la forme adoptée par les parties.

On a choisi de permettre de poser des questions par l'intermédiaire du président, ce qui permet à ce dernier de malgré tout faire poser les questions directement.

Si l'on veut faire poser les questions directement, comme le propose M. Boutmans, il faut, à mon avis, donner également au président, comme dans les pays anglo-saxons, le droit d'interdire certaines questions en vertu de son pouvoir discrétionnaire, car débattre sur le point de savoir si une question déterminée peut ou non être posée paraît irrationnel. Dans ce cas, en effet, la question a déjà été posée, l'audition devient un piètre spectacle et l'affaire subit inutilement du retard.

2. Amendement n° 2 de M. Boutmans concernant l'article 22

Il me semble que l'on a effectivement perdu de vue que la partie civile doit, elle aussi, supporter les frais de citation si elle fait elle-même citer des témoins.

3. Amendement n° 3 de M. Boutmans concernant un article 26bis

Il est proposé de rétablir l'article 340 du Code d'instruction criminelle. Il s'agit en fait non d'une réinsertion de l'ancien article 340 dudit code, mais d'une toute nouvelle disposition.

L'article 336 du Code d'instruction criminelle donne au président le droit de poser les questions qui sont soumises au jury pour qu'il y réponde. Le principe selon lequel le président pose les questions a déjà été arrêté à l'article 21, titre VII, de la loi du 16 septembre 1791 (Code Brumaire).

Mais il est évident que le ministère public, l'accusé et la partie civile peuvent formuler des objections à l'encontre des questions ou qu'ils peuvent demander de poser des questions supplémentaires (G. Le Poittevin, *Code d'instruction criminelle annoté*, article 336, n°s 47-49; Ch. Nouguié, *la Cour d'assises, traité pratique*, IV, 215, n° 2785; S. Sasserath, *la Cour d'assises*, n° 1518, NOV., procédure pénale).

En cas de contestation concernant la position des questions à poser, nous avons affaire à un incident au sujet duquel la cour doit statuer comme il est d'usage (M. Sasserath, *o.c.*, n° 1519).

Cette jurisprudence a, jusqu'ici, toujours été suivie et n'a jamais donné lieu à des controverses. Il est exact

het recht worden gegeven om ingevolge zijn discretionaire macht te verbieden dat bepaalde vragen worden gesteld of tenminste gesteld worden in de vorm zoals de partijen ze stelden.

Er is gekozen voor het stellen van vragen bij monde van de voorzitter, hetgeen de mogelijkheid biedt dat de voorzitter toch de vragen rechtstreeks laat stellen.

Wil men de vragen rechtstreeks laten stellen, zoals de heer Boutmans voorstelt, dan moet men mijns inziens, zoals in de Angelsaksische landen, aan de voorzitter ook het recht geven bepaalde vragen te verbieden ingevolge zijn discretionaire macht, want een debat houden over het al dan niet stellen van een bepaalde vraag lijkt zinloos. Dan is immers de vraag reeds gesteld, dan wordt het verhoor een zielig vertoon, en wordt de zaak nodeloos vertraagd.

2. Amendement nr. 2 van de heer Boutmans betreffende artikel 22

Het komt me voor dat inderdaad uit het oog is verloren dat ook de burgerlijke partij de kosten van dagvaarding moet dragen indien zij zelf getuigen doet dagvaarden.

3. Amendement nr. 3 van de heer Boutmans betreffende een artikel 26bis

Voorgesteld wordt artikel 340 opnieuw op te nemen in het Wetboek van strafvordering. In feite gaat het niet om een wederinvoering van het vroegere artikel 340 van het Wetboek van strafvordering, maar om een heel nieuwe bepaling.

Artikel 336 van het Wetboek van strafvordering verleent aan de voorzitter het recht de vragen te stellen die aan de jury worden overgelegd ter beantwoording. Het beginsel dat de voorzitter de vragen stelt, werd reeds vastgelegd in artikel 21, titel VII, van de wet van 16 september 1791 (Code Brumaire).

Maar het is evident dat het openbaar ministerie, de beschuldigde en de burgerlijke partij bezwaar kunnen aantekenen tegen de vragen of dat ze kunnen verzoecken aanvullende vragen te stellen (G. Le Poittevin, *Code d'instruction criminelle annoté*, artikel 336, nrs. 47-49; Ch. Nouguié, *La Cour d'assises, traité pratique*, IV, 215, nr. 2785; S. Sasserath, *La Cour d'assises*, nr. 1518, NOV., *Procédure pénale*).

In geval van betwisting over het stellen van de vragen hebben we te maken met een incident waarover zoals gebruikelijk het hof moet beslissen (M. Sasserath, *o.c.*, nr. 1519).

Deze jurisprudentie is tot nog toe steeds gevolgd en heeft nooit aanleiding gegeven tot controversen. Het

que cette procédure n'a pas été fixée dans un quelconque texte de loi.

C'est la raison pour laquelle la commission chargée des travaux préparatoires du Code de procédure pénale a proposé, en 1885, d'insérer un article libellé comme suit: «S'il s'élève un débat sur la position des questions, il y sera statué par la cour». Le gouvernement a approuvé cette proposition (J.J. Thonissen, travaux préparatoires du Code de procédure pénale, II, 66).

Au cas où le Parlement jugerait opportun de consacrer le droit de s'opposer aux questions proposées par le président, j'estime que le passage suivant suffirait: «En cas de contestation, la cour statuera» ou «En cas de contestation, la cour se prononcera à ce sujet par décision motivée».

Il s'agit toutefois ici d'une règle générale et la question se pose de savoir s'il est opportun de mentionner explicitement ici cette intervention de la cour, alors qu'elle n'est évoquée nulle part ailleurs. N'en déduira-t-on pas que la cour n'intervient pas si la loi ne le prescrit pas? En d'autres termes, la règle n'est-elle pas ici pire que le mal que l'on veut combattre?

La deuxième question que suscite cet amendement concerne l'endroit où doit figurer cet ajout. Ne serait-il pas plus opportun de compléter l'article 336 du Code d'instruction criminelle par un alinéa supplémentaire libellé comme suit: «En cas de contestation, la cour se prononcera à ce sujet par décision motivée»? Cette disposition ne serait-elle pas mieux à sa place à l'article 336 du Code d'instruction criminelle plutôt qu'en tant que disposition distincte de l'article 340 dudit code?

4. Amendement n° 4 de M. Erdman

Il est proposé d'insérer un article 1^{er}bis remplaçant l'article 217 du Code d'instruction criminelle.

L'actuel article 217 du Code d'instruction criminelle dispose que le procureur général sera tenu de mettre l'affaire en état dans les cinq jours et de faire son rapport à la chambre des mises en accusation dans les cinq jours suivants, au plus tard. L'amendement vise à prolonger ce délai — qui n'est pas prescrit à peine de nullité — pour en faire un délai d'un mois, ce qui paraît plus raisonnable.

Je me demande si la formulation suivante ne serait pas préférable: «Le procureur général près la cour d'appel sera tenu de mettre l'affaire en état, en lui donnant la priorité sur toutes les autres, après la réception des pièces qui lui auront été transmises en exécution de l'article 133 ou de l'article 135, et de faire son rapport dans le mois qui suit, au plus tard.»

is juist dat deze gang van zaken niet is vastgelegd in enige wettelijke tekst.

Daarom heeft de commissie belast met de voorbereiding van het Wetboek van strafvordering in 1885 voorgesteld een artikel op te nemen dat vermeldt: «S'il s'élève un débat sur la position des questions, il y sera statué par la cour». De regering heeft haar instemming betuigd met dit voorstel (J.J. Thonissen, *Travaux préparatoires du Code de procédure pénale*, II, 66).

Mocht het Parlement het raadzaam achten het recht te bevestigen om bezwaar te maken tegen de door de voorzitter voorgestelde vragen, dan meen ik dat kan worden volstaan met de volgende passage: «In geval van betwisting zal het hof beslissen» of «In geval van betwisting zal het hof zich hierover uitspreken in een met redenen omklede beslissing».

Het gaat hier echter om een algemene regel en de vraag rijst of het wel raadzaam is deze tussenkomst van het hof hier uitdrukkelijk te vermelden, terwijl deze tussenkomst van het hof elders nooit wordt vermeld. Zal men daaruit niet afleiden dat het hof niet tussenkomt als de wet het niet voorschrijft? Met andere woorden, is de regeling hier niet erger dan het euvel dat men wil bestrijden?

De tweede vraag die bij dit amendement rijst, is de plaats waar deze aanvulling moet komen. Is het niet raadzamer als aanvulling van artikel 336 van het Wetboek van strafvordering in een bijkomend lid te vermelden: «In geval van betwisting zal het hof zich hierover uitspreken in een met redenen omklede beslissing»? Past deze bepaling niet beter bij artikel 336 van het Wetboek van strafvordering dan als afzonderlijke bepaling onder artikel 340 van het Wetboek van strafvordering?

4. Amendement nr. 4 van de heer Erdman

Voorgesteld wordt een artikel 1bis in te voeren ten einde artikel 217 van het Wetboek van strafvordering te vervangen.

Thans schrijft artikel 217 van het Wetboek van strafvordering voor dat de procureur-generaal de zaak binnen vijf dagen in gereedheid brengt en dat hij uiterlijk binnen de volgende vijf dagen verslag doet aan de kamer van inbeschuldigingstelling. Het amendement strekt ertoe deze termijn — die niet voorgescreven is op straffe van nietigheid — te verlengen tot een termijn van één maand, hetgeen redelijker voorkomt.

Ik vraag me af of het niet beter is te vermelden: «De procureur-generaal bij het hof van beroep is gehouden de zaak bij voorrang op alle andere in gereedheid te brengen na ontvangst van de stukken die hem zijn toegezonden ter voldoening van artikel 133 of van artikel 135, en uiterlijk binnen een maand verslag te doen.»

5. Amendement n° 5 de M. Erdman

Il est proposé d'insérer un article 1^{er}ter complétant l'article 217: on donnerait à la partie civile le droit de saisir elle-même la chambre des mises en accusation au cas où le procureur général aurait négligé de porter l'affaire devant la cour dans le délai prescrit.

Je me demande s'il ne serait pas préférable de sanctionner l'obligation prévue par l'article 217 par des mesures disciplinaires. Il peut exister des raisons de ne pas porter l'affaire devant la cour dans le délai fixé. Mais s'il existe vraiment des raisons, la saisine par la partie civile ne fera qu'aggraver les choses.

Du reste, si l'on donne à la partie civile le droit de saisir la chambre des mises en accusation de l'affaire, pourquoi refuserait-on ce même droit à l'accusé? Lui aussi a généralement intérêt à ce que l'affaire soit examinée sans tarder.

6. Amendement n° 6 de M. Erdman concernant l'article 8, qui tend à compléter l'article 293 du Code d'instruction criminelle

La commission de la Chambre a rendu facultatif l'interrogatoire de l'accusé avant l'ouverture de la procédure en assises. Dans la proposition initiale, cette possibilité d'interrogatoire avait même été supprimée, mais sur l'insistance des juristes professionnels, la possibilité a malgré tout été maintenue.

L'interrogatoire par le président n'est pas lié au pouvoir d'instruction que celui-ci tire de l'article 298 du Code d'instruction criminelle (*cf.* l'article 13 du projet). Il s'agit uniquement d'une conversation sur l'état de santé, le choix d'un conseil, une demande d'actes d'instruction complémentaires. La présence du procureur général, des parties civiles ou de leurs conseils aurait indubitablement pour effet de freiner la procédure et empêcherait l'accusé d'exprimer librement son opinion (Cass. fr., 13 septembre 1900, D., 1904, 1, 251; Cass. fr. 26 mars 1909, *Bull. crim.*, n° 191). La réglementation proposée est contraire à une jurisprudence établie.

7. Amendement n° 7 de M. Bourgeois concernant l'insertion d'un article 1^{er}quater abrogeant l'article 244 du Code d'instruction criminelle

Le projet de loi remplace le statut de contumax par la procédure par défaut (*cf.* le nouvel article 381 du Code d'instruction criminelle proposé par l'arti-

5. Amendement nr. 5 van de heer Erdman

Voorgesteld wordt een artikel 1ter in te voeren dat neerkomt op een aanvulling van artikel 217: aan de burgerlijke partij zou het recht worden gegeven zelf de zaak aanhangig te maken bij de kamer van inbeschuldigingstelling indien de procureur-generaal zou hebben verzuimd de zaak binnen de voorgeschreven termijn voor het hof te brengen.

Ik vraag me af of de verplichting van artikel 217 niet beter via tuchtmaatregelen kan worden gesanctioneerd. Er kunnen redenen zijn om de zaak niet binnen de vastgestelde termijn voor het hof te brengen: tuchtrechtelijk kan dat worden nagegaan. Maar indien er werkelijk redenen voorhanden zijn, dan zal de aanhangigmaking door de burgerlijke partij de toestand alleen maar verergeren.

Trouwens indien men aan de burgerlijke partij het recht geeft de zaak aanhangig te maken bij de kamer van inbeschuldigingstelling, waarom zou men dan eenzelfde recht weigeren aan de beschuldigde? Ook hij heeft er meestal belang bij dat de zaak zonder dralen wordt behandeld.

6. Amendement nr. 6 van de heer Erdman betreffende artikel 8 strekkende tot aanvulling van artikel 293 van het Wetboek van strafvordering

De Kamercommissie heeft de ondervraging van de beschuldigde vóór de opening van de assisen facultatief gemaakt. In het oorspronkelijke voorstel werd deze mogelijkheid van ondervraging zelfs afgeschaft, maar op aandringen van de praktijkjuristen werd de mogelijkheid toch open gehouden.

De ondervraging door de voorzitter houdt geen verband met de onderzoeksmacht van de voorzitter overeenkomstig artikel 298 van het Wetboek van strafvordering (*cf.* artikel 13 van het ontwerp). Het gaat alleen om een gesprek over de gezondheidstoestand, de keuze van een raadsman, een verzoek om bijkomende onderzoeksdaden. De aanwezigheid van de procureur-generaal, de burgerlijke partijen of hun raadslieden zou ongetwijfeld remmend werken en verhinderen dat de beschuldigde vrijuit zijn mening kan uiten (Cass. fr., 13 september 1900, D., 1904, 1, 251; Cass. fr., 26 maart 1909, *Bull. crim.*, nr. 191). De voorgestelde regeling druist in tegen een gevestigde jurisprudentie.

7. Amendement nr. 7 van de heer Bourgeois betreffende invoering van een artikel 1quater strekkende tot opheffing van artikel 244 van het Wetboek van strafvordering

Het statuut van de weerspannige wordt in het wetsontwerp vervangen door de verstekprocedure (*cf.* het nieuwe artikel 381 van het Wetboek van strafvorde-

cle 31). Il me paraît effectivement indispensable que l'article 244 du Code d'instruction criminelle soit abrogé, car il ne s'inscrit pas dans le cadre de la nouvelle réglementation.

8. Amendement n° 8 de M. Erdman concernant l'article 10 du projet de loi transmis par la Chambre, qui supprime la possibilité de porter l'affaire devant les assises le plus rapidement possible

La commission de la Chambre a quelque peu hésité à porter à deux mois le délai de citation. Il avait été proposé de ramener ce délai à un mois, mais, après discussion, il a été convenu de fixer à deux mois le délai de citation, en donnant néanmoins la possibilité aux parties d'obtenir un délai plus court.

Dans toute la procédure pénale, on admet que le délai de citation puisse être raccourci à la demande des parties. Il me semble qu'il n'existe pas de raison sérieuse de ne pas permettre ce raccourcissement des délais dans les affaires portées devant la cour d'assises.

9. Amendement n° 9 de Mme Jeanmoye, visant à supprimer, à l'article 33, les mots «en cause»

Je suppose qu'il s'agit d'un problème purement linguistique. J'estime toutefois que ce texte est parfaitement conforme au libellé de l'article 187 du Code d'instruction criminelle, qui parle également, pour ce qui est de l'opposition, de la signification au ministère public «et aux parties en cause».

À moins d'également adapter l'article 187 dudit Code, je considère que l'uniformité impose de maintenir le texte proposé à l'article 33.

10. Amendement n° 10 de MM. Bourgeois et Erdman concernant l'article 292bis du Code d'instruction criminelle

La commission de la Chambre a pris pour hypothèse que l'article 299 initial du Code d'instruction criminelle était un excellent moyen de favoriser la purge de la procédure. Il suffisait d'ajouter, aux trois causes de pourvoi en cassation, deux cas que la jurisprudence de cassation y avait joints au fil des années. L'épuration telle qu'elle était réglée autrefois par l'article 299 du Code d'instruction criminelle et la réglementation actuelle instituée par la loi du 12 mars 1998 ont été suffisamment commentées par M. Morlet (Rapport de MM. Vandeurzen et Giet, Commission de la Justice, doc. Chambre, n° 1085/10,

ring in artikel 31). Het komt me inderdaad onontbeerlijk voor dat artikel 244 van het Wetboek van strafvordering wordt opgeheven, want het past niet in het raam van de nieuwe regeling.

8. Amendement nr. 8 van de heer Erdman betreffende artikel 10 van het wetsontwerp van de Kamer, strekkende tot afschaffing van de mogelijkheid om de zaak zo spoedig mogelijk voor de assisen te brengen

In de Kamercommissie was er enige aarzeling om de termijn van dagvaarding op twee maanden te brengen. Voorgesteld werd deze termijn terug te brengen tot één maand, maar er werd na bespreking overeengekomen de termijn van dagvaarding op twee maanden te bepalen, maar aan de partijen de mogelijkheid te bieden om een kortere termijn te verkrijgen.

In heel de strafvordering wordt aangenomen dat de termijn van dagvaarding op verzoek van de partijen kan worden verkort. Het komt me voor dat er geen ernstige reden bestaat om deze verkorting van termijnen niet toe te staan in assisenzaken.

9. Amendement nr. 9 van mevrouw Jeanmoye ten einde in artikel 33 de woorden «in de zaak» te schrappen

Ik vermoed dat het om een louter taalprobleem gaat. Ik meen echter dat deze tekst volkomen overeenstemt met de bewoordingen van artikel 187 van het Wetboek van strafvordering waar inzake verzet eveneens sprake is van de betekening aan het openbaar ministerie «en aan de andere partijen in de zaak» («aux autres parties en cause»).

Tenzij men ook artikel 187 van het Wetboek van strafvordering zou aanpassen, meen ik dat de gelijkvormigheid gebiedt de in artikel 33 voorgestelde tekst te behouden.

10. Amendement nr. 10 van de heren Bourgeois en Erdman betreffende artikel 6 van het ontwerp strekkende tot aanvulling van artikel 292bis van het Wetboek van strafvordering

De Kamercommissie is ervan uitgegaan dat het oorspronkelijk artikel 299 van het Wetboek van strafvordering een uitstekend middel was om de zuivering van de rechtspleging in de hand te werken. Het volstond de drie gronden voor cassatieberoep uit te breiden met twee gevallen die de cassatierechtspraak daaraan toegevoegd had in de loop der jaren. De zuivering zoals eertijds geregeld door artikel 299 van het Wetboek van strafvordering en de huidige regeling ingevolge de wet van 12 maart 1998 werden voldoende toegelicht door de h. Morlet (Verslag van de heren Vandeurzen en Giet, Commissie voor de

96/97, pp. 75-79), si bien qu'il peut suffire de s'y référer.

La commission de la Chambre est partie du principe qu'une purge complète est inacceptable, car elle est contraire aux droits de la défense: on a estimé que la défense n'arrive souvent qu'après une étude approfondie à la conclusion que des irrégularités ont été commises. Il faut donner à la défense l'occasion de les invoquer également après avoir pris connaissance des copies du dossier.

On a pourtant jugé que certaines causes de nullité de cette nature sont si flagrantes qu'elles rendent impossible tout examen par la cour d'assises. Cela n'aurait aucun sens d'examiner l'affaire s'il est établi que la procédure sera quand même annulée par la Cour de cassation.

Or, l'ancien article 299 du Code d'instruction criminelle, tel qu'il est à présent complété par l'article 292*bis* de ce code, prévoit une réglementation qui écarte encore la flagrante nullité et qui offre encore ultérieurement à la défense, après l'arrêt définitif, l'occasion de soulever les autres causes de nullité devant la Cour de cassation.

Si nous appliquons la réglementation prévue actuellement par la loi du 12 mars 1998 comme le propose l'amendement n° 10, deux possibilités se présentent:

a) soit nous supprimons les mots «ne ... que»: dans ce cas, en vertu de l'article 292*bis*, un pourvoi en cassation pourrait être introduit immédiatement, non seulement dans les cinq cas énumérés limitativement, mais aussi dans d'autres cas. Il va de soi qu'aucun pourvoi en cassation ne pourra plus être introduit ultérieurement, la défense ayant laissé passer sa chance.

b) soit nous ajoutons les mots «sans préjudice de l'article 416, deuxième alinéa»: dans ce cas, les parties peuvent encore introduire un pourvoi ultérieurement sur la base de l'article 235*bis* du Code d'instruction criminelle, pourvu qu'elles produisent des moyens liés à l'appréciation de la preuve ou à l'ordre public... et nous ne savons que trop bien que tous les droits de la défense sont d'ordre public.

D'autre part, si nous acceptons uniquement l'article 416, deuxième alinéa, du Code d'instruction criminelle, nous privons la défense de la possibilité d'introduire un recours en cassation en matière des langues.

C'est pour ces raisons que la commission de la Justice de la Chambre a estimé qu'il est opportun, dans les affaires portées devant la cour d'assises, de réintroduire la réglementation prévue par l'ancien article 299 du Code d'instruction criminelle: dans ce cas, le pourvoi en cassation immédiat est limité à cinq ans et un pourvoi pourra être introduit ultérieure-

Justitie, Stuk nr. 1085/10, 96/97, blz. 75-79), zodat kan worden volstaan met hiernaar te verwijzen.

De Kamercommissie is ervan uitgegaan dat een volledige zuivering onaanvaardbaar is als strijdig met de rechten van de verdediging: er werd geoordeeld dat de verdediging vaak pas na grondige studie tot de bevinding komt dat er onregelmatigheden zijn gepleegd. De verdediging moet de gelegenheid krijgen om die ook na inzage van de afschriften van het dossier te kunnen aanvoeren.

Toch werd geoordeeld dat bepaalde nietigheden van die aard zijn en zo flagrant dat ze de behandeling voor het hof van assisen onmogelijk maken. Het zou zinloos zijn de zaak te behandelen als het vaststaat dat de rechtspleging toch zal worden vernietigd door het Hof van Cassatie.

Welnu, het vroegere artikel 299 van het Wetboek van strafvordering zoals thans aangevuld door artikel 292*bis* van het Wetboek van strafvordering voorziet in een regeling die deze flagrante nietigheid alsnog weert en de verdediging alsnog de gelegenheid biedt achteraf, na het eindarrest, de andere nietigheden aan te voeren voor het Hof van Cassatie.

Als we de regeling thans bepaald door de wet van 12 maart 1998 toepassen, als voorgesteld in het amendement nr. 10, dan zijn er twee mogelijkheden:

a) we schrappen het woord «alleen» en dan zou krachtens artikel 292*bis* niet alleen in de vijf beperkte gevallen onmiddellijk cassatieberoep kunnen worden ingesteld maar ook nog in andere gevallen. Het is evident dat dan achteraf geen cassatieberoep meer kan worden ingesteld, want de verdediging heeft de kans laten voorbijgaan.

b) ofwel voegen we eraan toe «onverminderd artikel 416, tweede lid» en dan kunnen de partijen achteraf nogmaals een voorziening instellen op grond van artikel 235*bis* van het Wetboek van strafvordering, als ze maar middelen aanvoeren die verband houden met de bewijswaardering of de openbare orde... en we beseffen maar al te goed dat alle rechten van de verdediging van openbare orde zijn.

Anderzijds, als we alleen maar artikel 416, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering aannemen, ontnemen we de verdediging het cassatieberoep inzake taalwetgeving.

Om deze redenen heeft de commissie voor de Justitie van de Kamer gemeend dat het raadzaam is in assisenzaken de regeling van het oude artikel 299 van het Wetboek van strafvordering opnieuw in te voeren: in dit geval is het onmiddellijk cassatieberoep beperkt tot vijf gevallen, en kan er achteraf cassatieberoep worden ingesteld voor de andere onregelmatigheden.

ment pour les autres irrégularités. Cette ancienne réglementation n'a jamais occasionné la moindre difficulté ni la moindre contestation. L'opinion qui prévaut est qu'il ne faut pas modifier ce qui a toujours bien fonctionné.

A. Vandeplas,

président de chambre honoraire de la cour d'appel d'Anvers et professeur extraordinaire émérité de la Katholieke Universiteit Leuven

Deze oude regeling heeft nooit enige moeilijkheid of enige betwisting opgeleverd. Wat steeds goed heeft gewerkt, hoeft niet te worden gewijzigd, geeft de algemene mening weer.

A. Vandeplas,

ere-kamervoorzitter in het hof van beroep te Antwerpen en buitengewoon hoogleraar emeritus aan de Katholieke Universiteit Leuven

NOTE DE M. MORLET CONCERNANT LES AMENDEMENTS N^{OS} 1 À 10

1. Amendement n^o 1 de M. Boutmans

Cet amendement a pour objet de permettre au ministère public, à l'accusé et à la partie civile de poser directement des questions aux témoins, en demandant la parole au président.

Comme l'a relevé M. Vandeplass, président de chambre émérite à la cour d'appel d'Anvers, dans la note qu'il vous a adressée et dont il m'a réservé copie, l'objectif essentiel des auteurs de la proposition de loi originaire (et, avant eux, des membres du groupe dont les travaux ont donné lieu à cette proposition) était de mettre sur le même pied, en ce qui concerne le droit d'interroger les témoins, le ministère public, l'accusé et la partie civile.

En vue de réaliser cet objectif, deux solutions étaient concevables: la première, retenue par la Chambre des représentants, était d'aligner, sur ce point, la situation du ministère public sur celle de l'accusé et de la partie civile, en obligeant également le représentant du parquet à passer par le canal du président pour interroger les témoins.

L'autre branche de l'alternative consistait à donner aux parties le même droit que celui qui est actuellement reconnu au procureur général, c'est-à-dire celui de poser directement leurs questions en ayant au préalable obtenu la parole.

Cette seconde formule, que l'amendement n^o 1 de M. Boutmans tend à faire prévaloir, comporte, à première vue, certains avantages: elle apparaît comme de nature à insuffler un véritable dynamisme aux débats et à favoriser la spontanéité des réponses en réduisant le «temps de réflexion» accordé au témoin.

En revanche, elle présente des inconvénients sérieux, qui me paraissent justifier le maintien du système adopté par le projet:

a) risque de déstabilisation du témoin par des questions tendancieuses, voire agressives ou injurieuses; on ne peut perdre de vue que ces questions émaneront non seulement de professionnels, dont on peut légitimement attendre qu'ils feront preuve de modération, mais encore de l'accusé en personne, qui pourrait être amené, par cette voie, à s'en prendre à un témoin à charge ou à une victime;

b) risque de ralentissement des débats par la position de questions répétitives ou oiseuses;

NOTA VANDEHEERMORLET BETREFFENDE DE AMENDEMENTEN NRS. 1 TOT 10

1. Amendement nr. 1 van de heer Boutmans

Dit amendement heeft tot doel het openbaar ministerie, de beschuldigde en de burgerlijke partij in staat te stellen aan de getuigen vragen te stellen nadat ze daarvoor aan de voorzitter het woord hebben gevraagd.

Zoals de heer Vandeplass, emeritus kamervoorzitter van het Hof van beroep te Antwerpen, opgemerkt heeft in de nota die hij u heeft gezonden en waarvan ik ook een afschrift heb gekregen, lag het in de bedoeling van de indieners van het oorspronkelijke wetsvoorstel (en van de groep magistraten wier werkzaamheden hebben geleid tot dat wetsvoorstel) om het openbaar ministerie, de beschuldigde en de burgerlijke partij op gelijke voet te behandelen wat de ondervraging van de getuigen betreft.

Dat kan op twee manieren gebeuren: de Kamer van volksvertegenwoordigers heeft ervoor gekozen om het openbaar ministerie op dezelfde manier te behandelen als de beschuldigde en de burgerlijke partij door ook van de vertegenwoordiger van het parket te eisen dat hij de getuigen via de voorzitter ondervraagt.

De andere mogelijkheid was aan de partijen hetzelfde recht geven dat de procureur-generaal thans bezit, dit wil zeggen dat ze hun vragen rechtstreeks kunnen stellen nadat de voorzitter hun het woord heeft verleend.

Deze tweede mogelijkheid, waaraan amendement nr. 1 van de heer Boutmans de voorkeur geeft, heeft op het eerste gezicht een aantal voordelen: de debatten zullen er dynamischer door worden en de antwoorden spontaner, aangezien de getuige minder tijd wordt gegeven om «zich te bezinnen».

Er zijn echter ook een aantal ernstige nadelen aan verbonden, waardoor het mij wenselijk lijkt de door de Kamer aangenomen regeling te behouden.

a) Het gevaar bestaat dat de getuige in de war wordt gebracht door tendentieuze, of zelfs agressieve of beledigende vragen; men mag immers niet uit het oog verliezen dat die vragen gesteld zullen worden niet alleen door magistraten van wie men mag verwachten dat ze blijf zullen geven van gematigdheid, maar ook door de beschuldigde zelf, die zich op die manier misschien zal willen wreken op een getuige ten laste of op een slachtoffer;

b) Het gevaar bestaat dat de debatten lang aanslepen doordat dezelfde vragen of nutteloze vragen worden gesteld;

c) risque de malentendus découlant de questions formulées dans des termes obscurs ou confus.

d) risque de «dérage» de l'interrogatoire dont la direction échapperait en fin de compte au président.

On pourrait, certes, objecter que le président garde la faculté d'interdire que de telles questions soient posées. Toutefois, l'exercice de ce pouvoir sera, dans la pratique, particulièrement malaisé. Dans le système actuel (et celui du projet), la défense et la partie civile demandent au président de poser telle question, ce qui laisse à ce magistrat un temps de réflexion en vue d'apprécier s'il y a lieu de faire droit à la demande, ou de rejeter purement et simplement la question, ou encore de l'exprimer en d'autres termes. Dans le système de l'amendement de M. Boutmans, le président, s'il juge la question contre-indiquée, devra, non pas interdire que cette question soit posée — puisqu'elle le sera déjà — mais faire défense au témoin d'y répondre ... Pareille manière de faire exigera du président une capacité et surtout une rapidité de réaction peu commune.

J'ajouterai, à l'instar de M. Vandeplass que, même dans le système actuel, rien ne s'oppose à ce que le président autorise en fait les parties à s'adresser directement aux témoins, s'il l'estime opportun (il peut alors avoir égard, quant à ce, au climat général des débats, à la nature du témoignage, à la personnalité du témoin ...).

En réalité, l'interpellation directe du témoin par les parties s'intègre difficilement dans notre conception de la cour d'assises, qui confie au président un rôle actif et prépondérant dans le domaine de l'administration de la preuve, rôle qui comprend notamment l'interrogatoire des témoins. Dans cette conception, la position de questions par les assesses, les jurés, le ministère public et les parties revêt seulement un caractère subsidiaire. On se trouve donc dans une situation radicalement différente du modèle anglo-saxon (ou, dans une certaine mesure, du modèle italien, depuis la réforme de 1989), où le président n'intervient, sauf exceptions, que comme organe régulateur des interrogatoires menés par l'accusation et par la défense.

2. Amendement n° 2 de M. Boutmans

L'adjonction proposée me paraît judicieuse, dans la mesure où elle permet d'éviter que la partie civile supporte les frais de citation de témoins qui apparaîtraient utiles aux débats.

3. Amendement n° 3 de M. Boutmans

Le but poursuivi par cet amendement est de faire consacrer par un texte légal exprès le régime de posi-

c) Het gevaar bestaat dat er misverstanden ontstaan omdat de vragen onduidelijk of verward zijn geformuleerd;

d) Het gevaar bestaat dat de ondervraging «ontspoord» als de voorzitter de zaken niet in de hand kan houden.

Hiertegen kan men zeker inbrengen dat de voorzitter altijd de mogelijkheid heeft om het stellen van dergelijke vragen te verbieden. In de praktijk zal het echter vrij moeilijk zijn om van die mogelijkheid gebruik te maken. In het huidige systeem (en in het systeem voorgesteld door het ontwerp) vragen de verdediging en de burgerlijke partij aan de voorzitter om een bepaalde vraag te stellen, wat aan die magistraat de tijd laat na te denken om uit te maken of hij op die vraag kan ingaan, of hij de vraag afwijst dan wel of hij de vraag op een andere manier zal formuleren. In het systeem dat wordt voorgesteld door het amendement van de heer Boutmans, zal de voorzitter, wanneer hij de vraag ongewenst vindt, in feite niet kunnen verbieden dat de vraag wordt gesteld — omdat ze al gesteld is — maar zal hij de getuige moeten verbieden erop te antwoorden ... Dat zal van de voorzitter vergen dat dat hij op alle vragen bijzonder snel reageert.

Zoals de heer Vandeplass wil ik eraan toevoegen dat zelfs in het huidige systeem de voorzitter de partijen altijd kan toestaan om zich rechtstreeks tot de getuigen te wenden, mocht hij dat wenselijk achten (en daarvoor baseert hij zich op de algemene sfeer tijdens de debatten, de aard van de getuigenis, de persoonlijkheid van de getuige, ...).

De rechtstreekse ondervraging van getuigen door de partijen sluit in feite moeilijk aan bij de opvatting die wij hebben over het hof van assisen, waarin de voorzitter een actieve en doorslaggevende rol speelt op het gebied van de bewijslevering, een rol die onder meer bestaat in het ondervragen van de getuigen. Het stellen van vragen door de assessoren, de gezworenen, het openbaar ministerie en de partijen is in deze opvatting slechts van ondergeschikte betekenis. Hiermee verschillen wij dus ook totaal van het Angelsaksische model, of, tot op zekere hoogte, van het Italiaanse model, sedert de hervorming van 1989, waar de voorzitter, behoudens enkele uitzonderingen, enkel optreedt als een regulerend orgaan bij de ondervragingen die geleid worden door de beschuldiging en de verdediging.

2. Amendement nr. 2 van de heer Boutmans

De toevoeging lijkt me terecht omdat zo wordt voorkomen dat de burgerlijke partijen de kosten moeten dragen voor het dagvaarden van getuigen die nuttig lijken voor het debat.

3. Amendement nr. 3 van de heer Boutmans

Het doel van dit amendement is het stelsel van de vragen aan de jury, dat de wet momenteel slechts op

tion des questions au jury, que la loi ne règle actuellement que de manière fragmentaire (articles 337, 338 et 339 du Code d'instruction criminelle — article 10 de la loi de défense sociale du 1^{er} juillet 1964).

Cette initiative ne me paraît présenter qu'une utilité limitée, dans la mesure où la matière est régie par une doctrine et par une jurisprudence bien assises. Si toutefois elle devait être retenue dans son principe, il conviendrait, à mon sens, de procéder à un remaniement complet des articles précités du Code d'instruction criminelle de manière à :

— rattacher désormais expressément les questions à l'arrêt de renvoi, et non plus à l'acte d'accusation (comme le fait improprement l'article 337);

— affirmer clairement la distinction entre les questions qui purgent l'accusation, lesquelles doivent être posées, les questions additionnelles résultant des débats (à l'égard desquelles le président et, en cas de contestation, la cour ont un pouvoir d'appréciation) et, enfin les questions relatives à une cause d'excuse ou à l'application de la loi de défense sociale (obligatoires si la défense les propose);

— prévoir expressément (comme le fait, au reste, l'amendement de M. Boutmans) les questions qui correspondent à la qualification nouvelle que les débats peuvent imprimer aux faits: l'actuel article 338 du Code d'instruction criminelle ne vise en effet que le seul cas des circonstances aggravantes.

Je relève, à cet égard, que l'amendement semble donner désormais au seul président le pouvoir de statuer sur les demandes des parties tendant à la position d'une question subsidiaire, en excluant le pouvoir de contrôle de la cour d'assises en cas d'incident contentieux; cette réduction des droits des parties est-elle voulue par l'auteur de l'amendement ?

La motivation de la décision présidentielle, exigée par l'amendement, doit-elle aller au-delà de ce qui est actuellement exigé pour les arrêts de la cour qui rejettent une question proposée par une partie ? Il est en effet admis que la cour motive régulièrement sa décision relative à une question additionnelle par la seule constatation que cette question résulte ou ne résulte pas des débats (v. not. Cass., 11 mai 1994, *Pas.*, I, 461 et *R.W.* 1994-1995, p. 636, obs. M. Vandeplass).

4. Amendements n^{os} 4 et 5 de M. Erdman

La fixation d'un délai d'un mois (plus cinq jours) pour la mise de l'affaire en état devant la chambre des mises en accusation me paraît aussi peu réaliste que le délai de deux fois cinq jours prévu par l'article 217,

fragmentarische manier regelt (artikelen 337, 338 en 339 Wetboek van strafvordering — artikel 10 van de wet tot bescherming van de maatschappij van 1 juli 1964) in een wettekst vast te leggen.

Dit initiatief lijkt me tamelijk nutteloos aangezien deze materie geregeld wordt door een vaste rechtsleer en jurisprudentie. Als men het beginsel achter dit voorstel evenwel aanvaardt, moeten mijns inziens de genoemde artikelen van het Wetboek van strafvordering worden gehergroepeerd, teneinde :

— de vragen voortaan uitdrukkelijk vast te knopen aan het arrest van verwijzing en niet aan de akte van beschuldiging (zoals artikel 337 onterecht doet);

— een duidelijk onderscheid te maken tussen de vragen die de beschuldiging zuiveren en die moeten worden gesteld, de bijkomende vragen die voortkomen uit de debatten (en die beoordeeld worden door de voorzitter en, in geval van betwisting, door het hof) en ten slotte de vragen met betrekking tot eventuele verschoningsgronden of de toepassing van de wet tot bescherming van de maatschappij (verplicht indien ze door de verdediging zijn voorgesteld);

— uitdrukkelijk melding te maken (zoals voorgesteld in het amendement van de heer Boutmans) van de vragen die verband houden met de nieuwe kwalificatie van de feiten die uit de debatten is voortgekomen; het huidige artikel 338 van het Wetboek van strafvordering heeft het enkel over de verzwarende omstandigheden.

Ik wijs er overigens op dat dit amendement de bevoegdheid om te beslissen over verzoeken van de partijen met betrekking tot bijkomende vragen volledig aan de voorzitter lijkt toe te kennen, en de controle door het hof van assisen bij betwistingen lijkt uit te sluiten; is deze aantasting van de rechten van de partijen uitdrukkelijk bedoeld door de indiener van het amendement ?

Het amendement eist dat de voorzitter zijn beslissing motiveert: gaat deze verplichting verder dan wat momenteel wordt geëist voor de arresten van het hof die een door een partij voorgestelde vraag verwerpen ? Men neemt immers aan dat het hof zijn beslissing met betrekking tot een bijkomende vraag voldoende motiveert door vast te stellen of deze vraag al dan niet voortkomt uit de debatten (zie not. Cass., 11 mei 1994, *Pas.*, I, 461 en *R.W.* 1994-1995, blz. 636, obs. M. Vandeplass).

4. Amendementen nrs. 4 en 5 van de heer Erdman

Een termijn van een maand (plus vijf dagen) om de zaak in gereedheid te brengen voor de kamer van inbeschuldigingstelling lijkt me even weinig realistisch als de termijn van tweemaal vijf dagen waarin

alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle, dans sa rédaction actuelle (rappelons que ce délai n'est d'ailleurs pas prescrit à peine de nullité).

Si un accusé est détenu, il va de soi que le procureur général mettra tout en œuvre pour provoquer un règlement de la procédure dans les meilleurs délais. En revanche, si aucun accusé n'est en état de détention préventive, d'autres affaires peuvent présenter un degré de priorité plus sensible.

Par ailleurs, prévoir le droit, pour la partie civile, de saisir la chambre des mises en accusation en cas d'inaction du procureur général dans le délai imparti n'est pas, en soi, choquant; ce droit pourrait en effet être conçu comme un prolongement de celui qui est attribué aux parties par l'article 136, nouveau, du Code d'instruction criminelle. Il serait cependant logique que son exercice soit partagé par l'inculpé lui-même. En outre, la saisine de la chambre des mises en accusation par les parties ne devrait revêtir ici qu'un caractère tout à fait subsidiaire. Il faudrait qu'on se trouve en présence d'une carence indiscutable du ministère public, ce que l'écoulement du délai prévu à l'article 217, alinéa 1^{er}, proposé ne suffit pas à établir dans tous les cas.

S'il fallait admettre le principe qui sous-tend les amendements précités, je suggérerais pour ma part :

— de prévoir un délai de mise en état d'un mois (plus cinq jours) si l'inculpé ou l'un des inculpés est détenu en exécution d'une ordonnance de prise de corps décernée par la chambre du conseil; sinon, le délai pourrait être porté à trois mois;

— d'ouvrir également le droit de saisine directe à l'inculpé.

5. Amendement n° 6 de M. Erdman

Rien ne semble justifier le caractère contradictoire que cet amendement entend conférer à l'interrogatoire de l'accusé par le président avant l'ouverture des assises. Rappelons en effet que cet interrogatoire (rendu facultatif par le projet), ne porte pas sur les faits de l'accusation et qu'il est donc, par nature, étranger à l'administration de la preuve.

6. Amendement n° 7 de M. Bourgeois

L'abrogation de l'article 244 du Code d'instruction criminelle se justifie effectivement, eu égard à la suppression de la procédure de contumace.

7. Amendement n° 8 de M. Erdman

En l'absence de justification expresse de cet amendement, je me représente mal la raison pour laquelle

artikel 217, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering momenteel voorziet. (Niet-naleving van deze termijn is overigens geen grond voor nietigheid.)

Als een beschuldigde in hechtenis zit, spreekt het vanzelf dat de procureur-generaal de procedure zo snel mogelijk zal proberen af te handelen. Als daarentegen geen enkele beschuldigde in voorlopige hechtenis zit, kunnen andere zaken voorrang krijgen.

De burgerlijke partij het recht verlenen om bij stilzitten van het parket-generaal de zaak aanhangig te maken bij de kamer van inbeschuldigingstelling, lijkt mij op zich geen schokkend idee. Dit recht kan immers worden beschouwd als een uitloper van het recht dat het nieuwe artikel 136 van het Wetboek van strafvordering de partijen verleent. Toch lijkt het niet meer dan logisch dat de verdachte zelf dat recht ook krijgt. Bovendien moet het aanhangig maken van een zaak voor de kamer van inbeschuldigingstelling door de partijen een volstrekt subsidiaire mogelijkheid blijven. Het openbaar ministerie moet onweerlegbaar in gebreke blijven: het verstrijken van de termijn uit het voorgestelde artikel 217, eerste lid, volstaat niet altijd om dat aan te tonen.

Als men het principe uit de genoemde amendementen aanvaardt, stel ik voor :

— de termijn voor het in gereedheid brengen van de zaak vast te stellen op één maand (plus vijf dagen) als de verdachte of een van de verdachten in hechtenis zit ter uitvoering van een beschikking tot gevangenneming van de raadkamer; in de andere gevallen kan de termijn drie maanden bedragen;

— het recht om de zaak aanhangig te maken voor de kamer van inbeschuldigingstelling ook toe te kennen aan de verdachte.

5. Amendement nr. 6 van de heer Erdman

Dit amendement wil de ondervraging van de beschuldigde door de voorzitter vóór het begin van de assisenprocedure op tegenspraak laten verlopen. Daar is mijns inziens geen enkele reden voor. Deze ondervraging (die het ontwerp facultatief maakt) slaat niet op de feiten van de beschuldiging en valt dus buiten de bewijsvoering.

6. Amendement nr. 7 van de heer Bourgeois

De opheffing van artikel 244 van het Wetboek van strafvordering is terecht gezien de afschaffing van de verstekprocedure.

7. Amendement nr. 8 van de heer Erdman

Bij dit amendement wordt geen echte verantwoording gegeven en ik zie dan ook niet in waarom de

les parties ne pourraient pas — de commun accord — consentir expressément à une abréviation du délai de citation, ni pourquoi l'accusé ne serait pas libre de le faire dès avant l'ouverture de la session. Dans certains cas, l'accusé peut estimer qu'il est de son intérêt d'être jugé dans les délais les plus brefs.

8. Amendement n° 9 de Mme Jeanmoye

L'article 383 proposé, relatif à la signification de l'opposition formée à un arrêt de la cour d'assises, reprend les termes de l'article 187, alinéa 4, du Code d'instruction criminelle, qui concerne l'opposition en matière correctionnelle et de police. Supprimer les mots «en cause» — «in de zaak» dans la disposition propre à la procédure d'assises créerait une dissymétrie dont on s'explique mal les raisons.

9. Amendement n° 10 de MM. Bourgeois et Erdman

Le projet transmis par la Chambre se borne à rétablir, dans l'article 292*bis* proposé, le régime propre au pourvoi en cassation contre l'arrêt de renvoi, tel qu'il existait avant la loi du 12 mars 1998, qui a abrogé les articles 296 à 301 du Code d'instruction criminelle. Il semble aller de soi que ce régime spécifique se cumule avec le système de pourvoi immédiat prévu à l'article 416, alinéa 2, nouveau du Code d'instruction criminelle, tel qu'il a été modifié par ladite loi du 12 mars 1998. On peut cependant juger préférable que cette application cumulative soit affirmée par un texte exprès.

Je crois utile de me référer à la note que j'avais adressée à la sous-commission de la Chambre des représentants, en rapport avec l'amendement n° 6 de MM. Barzin et Reynders, pour souligner que l'application de l'article 416, alinéa 2, nouveau du Code d'instruction criminelle, aux arrêts de renvoi à la cour d'assises supposera le plus souvent que la chambre des mises en accusation ait, à cette occasion, statué sur pied de l'article 235*bis* du Code d'instruction criminelle.

Il va de soi que je me tiens à la disposition de la commission en vue de fournir tous éclaircissements qui paraîtraient utiles, en rapport avec les observations formulées ci-dessus.

Mme le conseiller Gérard m'a signalé qu'elle avait reçu une demande analogue de votre part. Après que nous en ayons conféré, elle me prie de vous faire connaître qu'elle partage mon avis sur les différents points évoqués. Se fondant sur son expérience de président des assises, elle insiste tout particulièrement sur les dangers que présenterait l'interrogatoire des

partijen niet gezamenlijk zouden kunnen toestemmen in een verkorting van de termijn van dagvaarding en waarom de beschuldigde dat niet zou kunnen doen vóór de opening van de zitting. In bepaalde gevallen kan de beschuldigde het in zijn belang achten om zo snel mogelijk berecht te worden.

8. Amendement nr. 9 van mevrouw Jeanmoye

Het voorgestelde artikel 383 betreffende de betekening van het verzet tegen een arrest van het hof van assisen neemt de formulering over van artikel 187, vierde lid, van het Wetboek van strafvordering, dat gaat over het verzet in correctionele en politiezaken. De woorden «en cause» — «in de zaak» schrappen in deze bepaling over de assisenprocedure, zou een moeilijk te rechtvaardigen discrepantie doen ontstaan.

9. Amendement nr. 10 van de heren Bourgeois en Erdman

Het voorgestelde artikel 292*bis* van het door de Kamer overgezonden ontwerp beperkt zich ertoe om voor de voorziening in cassatie tegen een arrest van verwijzing het stelsel terug in te voeren dat bestond vóór de wet van 12 maart 1998, die de artikelen 296 tot 301 van het Wetboek van strafvordering heeft opgeheven. Dat dit specifieke stelsel bovenop het systeem van onmiddellijke voorziening komt, dat is vastgesteld in het nieuwe artikel 416, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, gewijzigd bij de genoemde wet van 12 maart 1998, spreekt vanzelf. Men kan er evenwel ook de voorkeur aan geven om deze cumulatieve toepassing uitdrukkelijk in een wetsbepaling te bevestigen.

Ik verwijs ook nog naar de nota die ik aan de subcommissie van de Kamer van volksvertegenwoordigers heb gezonden met betrekking tot amendement nr. 6 van de heren Barzin en Reynders. Ik benadruk daarin dat de toepassing van het nieuwe artikel 416, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering op arresten van verwijzing naar het hof van assisen meestal veronderstelt dat de kamer van inbeschuldigingstelling uitspraak heeft gedaan op basis van artikel 235*bis* van het Wetboek van strafvordering.

Uiteraard ben ik steeds bereid de commissie meer inlichtingen te verschaffen over de hierboven geformuleerde opmerkingen.

Raadsheer mevrouw Gerard heeft mij laten weten dat zij een soortgelijk verzoek van u heeft ontvangen. Wij hebben hierover gesproken en zij heeft mij gevraagd u mee te delen dat zij over de verschillende behandelde kwesties mijn mening deelt. Op basis van haar ervaring als voorzitter van assisen benadrukt zij de gevaren die de ondervraging van de getuigen door

témoins par les parties, sans l'intermédiaire du président.

Veillez agréer, je vous prie, monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

P. Morlet,

*premier avocat général près la cour d'appel
de Bruxelles*

de partijen, zonder tussenkomst van de voorzitter, inhoudt.

Met de meeste hoogachting,

P. Morlet,

*eerste advocaat-generaal bij het hof van beroep
van Brussel*